

bienfait accordé aux hommes par la Providence, c'est qu'ils ignorent l'avenir; les événements viennent sous la forme la plus inattendue.

Le gouvernement nommé d'Ayutla, installé en 1855, et arrivé, comme nous l'avons dit, légalement au pouvoir par la soudaine absence du général Santa-Anna, se trouva avec une armée de soixante à soixante dix mille hommes. Une partie de ces forces, ainsi que nous l'avons aussi indiqué, avait été laissée par le général Santa-Anna; le reste militait aux ordres du général en chef, D. Ignacio Comonfort, qui soutenait le plan d'Ayutla.

Cette administration adopta, autant que cela lui fut possible, une politique de conciliation; elle soumit au jugement de la Cour suprême de Justice les ministres de la dictature, en leur accordant un fuero purement constitutionnel; quant à d'autres personnes de quelque importance, elle les consigna à leurs juges respectifs, ou bien elle se borna simplement à leur enlever leurs fonctions officielles. En dehors de cela, elle laissa dans l'exercice de leurs charges la plus grande partie des employés civils et militaires et la plupart des juges qui reconnurent son autorité; elle ne chercha à poursuivre ni à emprisonner personne. Comme la force armée était trop considérable et d'ailleurs inutile, le gouvernement, ne pouvant la maintenir, fut obligé de dissoudre plusieurs corps de la garde nationale, et de mettre à la retraite beaucoup de militaires, en confiant à d'autres qu'il en croyait dignes, des emplois importants; il faut encore ajouter qu'il ne prit aucune mesure hostile contre le clergé, ni contre les anciennes corporations, et qu'il se limita à leur demander, comme à divers autres particuliers, quelques prêts volontaires d'argent, pour faire face aux exigences du moment. Cette politique fut inefficace; au bout de peu de mois, une brigade se souleva, ensuite une autre, et puis une autre; enfin, la brigade d'artillerie légère et même les patrouilles de la police désertèrent la capitale pour se réunir à Puebla, foyer de la rébellion soutenue, d'après la voix publique et unanime, par les ressources et l'influence du clergé. Le gouvernement appela alors les gardes nationales, et, avec les forces considérables qu'il en composa, unies au petit nombre de troupes de ligne restées fidèles, il assiégea la place, l'attaqua sur divers points, et força enfin ses défenseurs à capituler. Il fut indispensable d'établir une intervention dans les biens de ce clergé, et d'imposer aux officiers un châtement très fort. On critiqua beaucoup cette mesure, et, selon nous, avec quelque justice; mais, en définitive, cette politique, cruelle si l'on veut, produisit les mêmes résultats que la politique de conciliation dont nous avons d'abord parlé.

D. Miguel Lerdo de Tejada entra au ministère des finances, et il combina la loi du 25 juin avec un mécanisme calculé de manière à ce que ses bienfaits se fissent sentir à tous. Le principe de la propriété du clergé restait consacré; on lui laissait la jouissance de ses rentes, sans qu'il eût même la charge des contributions; on ne touchait en rien aux couvents ni au culte; on créait, du soir au matin, dans la République, plus de dix mille propriétaires, et, comme couronnement de l'œuvre, les droits d'enregistrement, pour les ventes des propriétés aux locataires, produisaient, à eux seuls, au gouvernement, de trois à quatre millions de piastres. C'était une réforme de transaction, un terme moyen pour concilier la paix de l'Etat avec la paix de l'Eglise. L'autorité civile réglait seulement la manière de posséder, mais elle laissait la possession. Le clergé répondit aussitôt par des protestations et peu de jours après par des excommunications. Nouveau soulèvement à Puebla, et de nouvelles forces, de nouvelles batailles et de nouveaux triomphes pour le gouvernement. La guerre entre l'autorité civile et les autorités de l'Eglise éclata d'une façon terrible.

Peu de mois après, autre rébellion à San Luis. Des officiers s'emparèrent d'un convoi d'argent, et avec cette ressource et la troupe qu'ils commandaient, ils se soulevèrent contre l'autorité. Nouvelles dispositions du gouvernement, qui battit les soulevés à la bataille de la Magdalena, et paya le montant du convoi.

Le gouvernement n'avait plus un ennemi à vaincre, ni une rébellion à étouffer. Presque tous les chefs de réputation, même les plus courageux, qui étaient Osollo et Miramon, tombèrent en son pouvoir. Il n'en fusilla aucun, à l'exception d'Orihuela, qui, dans la seconde campagne de Puebla, fut pris par le général en chef et passé par les armes avant que le gouvernement eût pu l'empêcher.

Il est vrai que la guerre morale continuait, non pas avec l'Eglise mais avec le clergé; il n'y eut de sa part ni une seule concession, ni l'ombre d'une transaction avec l'autorité civile, pas même le moindre signe de consentement à laisser les choses dans l'état où elles étaient, jusqu'à ce que l'on reçût une solution quelconque du Pape, à qui l'on avait envoyé un plénipotentiaire.

Le gouvernement vainqueur pouvait disposer de la fortune, de la liberté et même de la vie de ses ennemis politiques; mais, au lieu de se venger en achevant de les anéantir, il eut une pensée de réconciliation et de paix, et il se mit à la tête du mouvement que l'on nomme *le coup d'Etat*. Ce fut alors pire qu'auparavant: la troupe se révolta, ainsi que nous l'avons



dit; Comonfort et ses amis restèrent les proscrits des deux partis; et, au lieu de paix, il n'y eut plus qu'une guerre sans trêve et sans quartier.

Le parti libéral se précipita alors dans cette lutte du désespoir, pour jouer, comme l'on dit, le tout pour le tout; le gouvernement constitutionnel n'abandonna pas un seul moment les rênes de l'administration. Fugitif, poursuivi, errant de population en population, traversant l'isthme de Panamá pour aller se fixer à Veracruz, partout il représentait le double principe de l'unité et de la légalité de son origine, principe incontestable, ainsi que nous l'avons démontré. M. Juarez, non pas comme intrus ni comme général improvisé, ainsi que le dit M. Pacheco, non pas comme coryphée révolutionnaire, mais bien comme représentant du pouvoir, selon la forme constitutionnelle et traditionnelle, que le parti conservateur lui-même n'a jamais repoussée, M. Juarez prit les rênes du gouvernement que Comonfort et son ministère, triomphants et forts, avaient abandonnées dans un instant de faiblesse inconcevable.

Mais la fortune, qui, depuis 1855, avait accompagné l'administration libérale, sembla vouloir lui tourner le dos pour toujours.

A peine les militaires soulevés, dans le couvent de St-Dominique, en décembre 1857, eurent-ils cessé de reconnaître Comonfort, que Osollo et Miramon vinrent se joindre à eux. Un jour, pendant qu'on lançait de la citadelle sur la capitale une pluie de boulets et de grenades, ils prirent d'assaut les points fortifiés de l'Acordada et de l'Hospicio et rompirent ainsi la ligne établie par Comonfort; le découragement se répandit parmi les gardes nationaux, qui, à la nuit, se retirèrent dans leurs foyers, et celui, qui, peu de jours avant, réunissait le prestige et le pouvoir de la nation, réduit alors à quelques amis, celui-là sortit du palais, non sans tourner la tête, comme Boabdil, pour voir encore les tours et les minarets de Grenade perdue.

Le parti réactionnaire triompha complètement en apparence; rien ne troublait sa joie, qui s'exprimait par plus de deux cents cloches sonnant à toute volée; rien ne semblait gêner son pouvoir et son prestige fondés sur cette tradition historique à laquelle fait sans doute allusion M. Pacheco. La loi du 25 juin ne fut pas simplement dérogée, elle fut annulée; les locataires, qui s'étaient vus forcés de devenir propriétaires, ne perdirent pas seulement le droit d'enregistrement qu'ils avaient eu tant de peine à payer au gouvernement, mais ils perdirent encore les améliorations faites, les contributions payées, tout enfin, parce que les garanties et la religion ordonnaient de traiter le public comme s'il ne se composait que de lie et d'ordures. Plus chrétiens que le Pape, comme l'on dit, les hommes char-

gés alors des ministères se montrèrent plus rigoureux que l'Archevêque qui est toujours resté, quels que fussent ses opinions et les devoirs de sa conscience, un modèle de désintéressement et de charité.

Le clergé, qui n'avait pu qu'avec d'innombrables efforts et des sacrifices incalculables, prêter au gouvernement d'Ayutla que quarante cinq mille piastres, avança trois millions au nouveau gouvernement, qui ne comptait que sur la capitale; le clergé, qui refusait naguère aux soldats de la brigade Zuloaga les sacrements et même la sépulture, promettait le pardon et la vie éternelle à ces mêmes soldats de Zuloaga, depuis le moment où ils avaient trahi le gouvernement et manqué à l'Ordonnance, ce catéchisme et, nous pourrions le dire, cette religion du bon soldat.

Le triomphe et les réjouissances de la capitale furent bientôt troublés. Les gouverneurs de Guanajuato, Zacatecas, Michoacan, Jalisco, San Luis et Aguascalientes réunirent leurs gardes nationales, se mirent à leur tête et vinrent, au nombre de douze mille hommes, prendre position à Celaya.

Le gouvernement de Mexico, avec la plus grande activité et l'argent de l'Eglise, recruta des troupes, organisa des régiments, marcha au devant des Etats qui formaient la coalition, et détruisit, dans une grande bataille, tout cet appareil formidable. Osollo, vainqueur, alla jusqu'à Guadalajara et à la mer du Sud; quant aux chefs de la Fédération, les uns opérèrent leur retraite, d'autres capitulèrent, et d'autres revinrent dans la capitale, réduits à la nullité à laquelle restent toujours condamnés ceux que maltraite le sort des batailles. La tourmente semblait conjurée pour toujours, et le triomphe du parti réactionnaire complet et décisif. Ce fut précisément à ce moment et sous l'impression de telles nouvelles, que la cour d'Espagne songea à renouer avec le Mexique ses relations interrompues et à nommer ministre Plénipotentiaire M. Pacheco, mais lui se fit Ambassadeur.

Dans le cours de quelques mois, les affaires changèrent d'aspect. Après avoir failli d'être fusillé à Guadalajara, M. Juarez apparut à Veracruz où il réorganisa le gouvernement. Les Etats de la frontière, qui semblaient indifférents, se mirent en mouvement, firent marcher leurs forces, occupèrent la place de San Luis et présentèrent, à Ahualulco, l'ensemble le plus formidable que nous eussions vu: plus de dix mille hommes avec d'excellentes armes, une artillerie et un matériel énormes, des vivres, de l'argent, tout en abondance. Avec l'idée de l'éloignement et des ressources limitées de ces Etats, cet appareil militaire était fabuleux; à Mexico, on ne pouvait y croire. Nouvelle campagne pour le gouvernement de Mexico. Miramon et Marquez marchèrent contre les hommes de la frontière, forcèrent leur position et détruisirent, en un instant, tout cet immense armement qui s'é-



vanouit comme de la fumée. Pour cette fois, on crut la guerre réellement terminée et le parti libéral vaincu à jamais. A cette époque, ainsi que l'on peut le calculer, on donnait, en Espagne, à M. Pacheco, ses instructions.

Les gouverneurs qui avaient formé la coalition, et les chefs des Etats de la frontière, si malheureux à la guerre, avaient vu disparaître en quelques minutes les éléments réunis pendant des mois, à force de patience et de travail; mais cet exemple, loin de décourager les autres chefs, ne fut peut-être pour eux qu'un stimulant. D. Santos Degollado, général en chef des armées, entra alors en campagne. Trois fois, il presenta des masses de plus de douze mille hommes, et trois fois il fut mis en déroute. La ville de Guadalajara fut assiégée, canonnée et incendiée, tantôt par les troupes réactionnaires, tantôt par celles de la Fédération; San Luis, Guanajuato et Zacatecas, avec de moindres désastres, eurent le même sort; mais, au lieu d'éteindre le feu, tout cela ne faisait que l'allumer de plus en plus. Osollo, type de loyauté et de bonne politique, était mort; le ministère avait été changé à Mexico et à Veracruz; des deux côtés, l'on fusillait les prisonniers; le plateau central était parcouru par des hordes armées, qui pillaient et brûlaient, au nom de la religion comme au nom de la liberté; mais, au milieu de tout cela, le parti constitutionnel, complètement dérouteré dans les batailles, poursuivi dans les campagnes, emprisonné dans les villes, apparaissait plus fort que jamais, parceque les hommes, comme les nations, ne sont jamais plus imposants ni plus dignes que lorsqu'ils supportent avec courage et constance les coups de la fortune. Chaque déroute du parti libéral obtenait pour réponse une loi plus dure contre le clergé; chaque bataille perdue ne faisait que fortifier le principe de la légalité du gouvernement de M. Juarez.

Le cri d'un régiment insubordonné, les représentations de quelques populations, les clameurs déraisonnables de journalistes ignorants ou d'agitateurs de faubourgs, avaient suffi auparavant pour renverser un gouvernement et réduire à l'obscurité les personnages les plus élevés; mais maintenant on voyait ce qui ne s'était jamais vu dans le pays: un gouvernement qui, à sa volonté, portait en tout lieu le principe constitutionnel, et qui, lorsqu'il ne pouvait opposer la force physique aux hasards de la fortune, les dominait encore par l'irrésistible force morale que rien ne pouvait et n'a pu vaincre. La ténacité de Zuloaga à soutenir la continuation de sa présidence, ne fut qu'un plagiat, une ridicule imitation du gouvernement constitutionnel.

Ce fut à cette époque que les tribuns se firent partisans, les avocats généraux, les généraux orateurs, les orateurs soldats. Bien qu'en petit,

les citoyens, comme dans la république romaine, défendaient leurs opinions par tous les moyens, et ils étaient, à la fois, généraux, avocats et tribuns. La révolution et la guerre civile formèrent les hommes des deux partis, et il n'y avait nulle nécessité de lois ou de décrets d'un congrès, pour reconnaître comme général celui qui, réunissant cinq ou six mille hommes, se mettait à leur tête et présentait le premier sa poitrine aux balles de l'ennemi. Le parti libéral voulait être détruit et anéanti, ou secouer une fois pour toutes cette double tutelle du clergé et de l'armée, avec laquelle il était en lutte depuis plus de trente ans.

Pendant quelque temps, le pays eut une apparence assez tranquille, et les espérances du parti libéral semblèrent s'être évanouies. Ses hommes les plus influents parlaient d'accommodement et de transaction; les militaires réactionnaires, fatigués ou n'espérant plus un triomphe complet, s'y montraient disposés; mais, aux premiers pourparlers, toutes les négociations échouaient, parceque le gouvernement de Veracruz, à moins de se perdre comme s'était perdue l'administration de Comonfort, ne pouvait admettre d'autre base que celle de la Constitution de 1857. La grande force de M. Juarez résultait de la légalité constitutionnelle; en la perdant, il eût été renversé du pouvoir et proscrit comme M. Comonfort, que n'avaient point sauvé son admirable courage à la guerre et les services distingués qu'il avait rendus au parti libéral.

De nouveaux chefs remplacèrent dans l'arène ceux qui avaient été malheureux dans les batailles précédentes.

Coronado, qui avait joué auparavant un rôle secondaire, en qualité d'aide de camp de D. Santiago Vidaurri, gouverneur de Nuevo Leon, était déjà à la côte du Sud, avec une brigade qu'il commandait comme général; Berriozabal, emprisonné à Mexico, où il s'occupait de ses affaires privées, s'évada et souleva plusieurs populations de l'Etat de Mexico; D. Jesus Gonzalez Ortega, à peine connu dans l'Etat de Zacatecas, réunit une troupe considérable et parcourut le pays jusqu'auprès de Chihuahua; Aramberri, Blanco et Zaragoza, retirés depuis le désastre d'Ahuualulco et brouillés avec leur ancien ami Vidaurri, reprirent les armes; le général Uraga, qui était resté longtemps exilé aux Etats-Unis, rentra dans la République; enfin, M. Ogazon, gouverneur de Jalisco, et M. Doblado, revenu au gouvernement de Guanajuato, reparurent en scène. Tous ces éléments, réunis peu à peu et qui, pendant quelque temps, semblèrent d'une faible importance, se multiplièrent à la fin, et les libéraux, qui avaient perdu en une année plus de 400 pièces d'artillerie et plus de 50,000 hommes, ouvrirent de nouveau la campagne avec des troupes disciplinées, des



armes suffisantes, un matériel de guerre neuf, comme si rien ne se fût perdu. Ceci n'était certainement pas une sédition composée de quelques mérités et mulâtres stupides et sauvages, mais c'était bien une véritable révolution.

La fortune changea. Le général Uraga mit en déroute, à Loma Alta, la division d'élite du gouvernement réactionnaire. Le général Gonzalez Ortega détruisit complètement, auprès de San Luis, une autre division aguerrie; le général Castillo se vit assiégé dans Guadalajara; Miramon fut mis en déroute, à Silao; enfin, quatorze mille hommes, vainqueurs de ceux-là mêmes qui les avaient vaincus pendant une année entière, marchèrent sur la capitale. Ce fut précisément le moment où M. Pacheco reconnut Miramon, de la manière déjà expliquée par nous et beaucoup mieux encore peut-être par M. Calderon Collantes.

Nous allons être maintenant un peu plus prolixes dans notre récit, car nous avons plutôt cherché jusqu'ici à présenter en bloc les grands événements à la vue, que dans l'ordre rigoureux de leurs dates.

Pendant une nuit de décembre 1860, quelques troupes de la capitale se mirent en marche avec le plus grand secret. Miramon sortit aussi mystérieusement et parvint, en route, à combiner son plan d'une façon tellement complète, qu'il tomba, le jour suivant, par divers points, sur la ville de Toluca, battit sa garnison dans les rues, et fit prisonniers D. Felipe Berriozabal, gouverneur de l'Etat, M. Degollado, qui s'était démis du commandement, et M. Benito Gomez Farias, qui l'accompagnait en qualité d'ami et de secrétaire. Miramon pouvait fusiller ces trois personnages, comme le désiraient certains individus, mais il ne le fit point; il les ramena prisonniers à la capitale, où il les garda au secret dans un appartement du palais. Trois jours après, l'armée fédérale, commandée par le général Gonzalez Ortega, marcha sur Mexico. Ce fut alors que l'autorité ecclésiastique permit de prendre l'argenterie des églises, de vendre ses meilleures propriétés, de négocier, à des prix infimes, ses créances les plus solides; alors, on donna, pour un morceau de pain, les biens des antiques et respectables établissements d'instruction publique, fondés depuis tant d'années; alors, des hommes despotes et arrogants allèrent de maison en maison recouvrer des contributions exorbitantes, afin qu'une partie leur en fût accordée par quelque faveur illégitime; alors enfin, on s'empara de vive force de l'argent des porteurs de bons anglais, que M. Mathews n'avait pas voulu confier à un convoi parti peu de mois auparavant. Et pourquoi tout cela? Où trouver un avenir, une espérance, un programme? Nulle part. Si le parti réactionnaire gagnait la prochaine bataille, la révo-

lution n'en continuait pas moins comme elle le faisait depuis trois ans; s'il la perdait, les trois ans d'efforts, de combats, de sang répandu, tout se perdait par une seule défaite. Les conservateurs de bonne foi étaient eux-mêmes épouvantés de l'état des choses et ne désiraient plus qu'un dénouement quelconque.

Huit mille hommes environ d'excellentes troupes et trente pièces d'artillerie sortirent de la capitale et s'avancèrent jusqu'à mi-chemin de Querétaro. L'affaire s'engagea avec une égale bravoure des deux côtés; un moment, la fortune sembla revenir à Miramon, mais la bonne étoile de Gonzalez Ortega l'emporta, et bientôt artillerie, matériel et troupes restèrent au pouvoir des libéraux.

Miramon s'ouvrant un passage à travers ses ennemis, revint, à bride abattue, à Mexico, où il était impossible d'organiser une défense. C'est à cet instant que mourait moralement le gouvernement reconnu par l'Ambassadeur d'Espagne, dont la mission, par conséquent, se trouvait légalement terminée.

Elle arrivait donc l'heure suprême où les vaincus, les opprimés, les prisonniers, les outragés de toutes façons durant trois années, allaient entrer en vainqueurs dans la cité corrompue et maudite, comme quelques uns la nommaient. Du sang, des échafauds, des assassinats, des vols, les horribles crimes de tout genre qu'inspirent la vengeance et l'ivresse d'un triomphe absolu, voilà ce qu'attendaient les habitants de la capitale; les uns abandonnaient leurs maisons; les autres, déguisés, cherchaient, dans les lieux les plus retirés, une sécurité à laquelle ils ne croyaient pas; les rues étaient remplies de meubles déménagés par des porteurs ou des charriots, et si l'on pénétrait dans l'intérieur de certaines maisons, on voyait pleurer les enfants et les femmes. C'était en effet un spectacle imposant; il semblait que quelque chose d'extraordinairement terrible dût se passer dans la grande et belle cité. La destruction de Jerusalem, la ruine de Babylone, allaient servir de types aux soldats vainqueurs.

M. Pacheco alla trouver, à quelques lieues de Mexico, le général en chef qui lui accorda pour la ville toute espèce de garanties, mais aucune pour les chefs de la réaction, parceque, lui dit-il, ses pouvoirs ne s'étendaient pas jusque là.

Degollado et Berriozabal, qui peu de jours avant étaient prisonniers et peut-être en danger de perdre la vie, se trouvèrent en liberté et prirent le commandement. Le départ de Miramon fut résolu, mais personne ne savait ni l'heure, ni la manière qu'il choisirait. Le 24 décembre, à onze heures du soir, il monta en voiture et sortit de Mexico. Avant lui, Perez



Gomez, Cobos et d'autres chefs étaient partis avec le bataillon de grenadiers et quelques détachements.

La population de Mexico, dont la majorité se compose d'ouvriers, montrait, dans les premières heures de la soirée, de l'inquiétude et de mauvaises dispositions; mais, après dix heures, chacun regagna son logis, et quelques groupes restés sur la place furent dissipés par M. Degollado en personne, qui les exhorta à l'ordre et à la paix. Par l'ordre du général Berriozabal, les espagnols armés se réunirent à San Bernardo, et les français à la Profesa. Des patrouilles parcoururent une partie de la ville beaucoup trop étendue pour pouvoir être entièrement protégée par une petite force. Vers trois heures du matin, le colonel Aureliano Rivera entra avec sa troupe, dans le plus grand silence et un ordre parfait. Il n'y eut pas un cri, pas d'ivrognerie, pas un désordre, pas même une tentative de vol. Les espagnols et les français armés ne pouvaient, dans un conflit, sauver par leur dévouement que les points qu'ils occupaient; mais le reste de la ville? Y avait-il des français ou des espagnols à San Cosme, à San Pablo, dans le quartier de Nuevo-Mexico? Mais, nous l'avons déjà dit, rien ne vaut au parti libéral. Il fallait que ce trait notable du bon sens et de la loyauté de la population de Mexico, de même que la résolution et les fatigues de Degollado et de Berriozabal, restassent méconnus, et que Monsieur l'Ambassadeur allât dire à l'Europe qu'il avait sauvé la capitale.

M. L'Ambassadeur avait les meilleures intentions, nous n'en doutons pas, et les espagnols rendirent un service signalé, mais cela seul ne pouvait nullement délivrer la capitale des graves dangers qui, pendant quelques heures, la menacèrent.

Le jour suivant, environ vingt cinq mille hommes commandés par le général Ortega, entrèrent avec un ordre parfait. Durant la nuit, quelques soldats, ou des voleurs déguisés en soldats commencèrent à voler; le général Zaragoza appela le Prévôt de l'Armée, lui donna une escorte et lui ordonna de pendre tous les malfaiteurs. En peu d'instants, le Prévôt pendit cinq voleurs, et la sécurité se rétablit de telle façon que Mexico ne s'était jamais vu aussi tranquille.

Il arriva, le jour de l'entrée de l'armée, un événement pénible et fâcheux, mais qui est demeuré l'unique; cet événement n'eut point lieu comme le rapporte M. Calderon Collantes trompé sans doute par des informations inexactes.

Des officiers de police cherchaient dans une maison de la petite rue de Lopez, Lagarde, ancien chef de la police de Miramon; une fatalité leur fit rencontrer D. Vicente Segura, qui, la nuit précédente, était venu s'y ré-

fugier. Segura, qui avait écrit avec fanatisme en faveur de son parti, déclara son nom, prit un pistolet, tua l'un des officiers, s'enfuit par une azotea et sortit dans la rue par une maison qui fait face à l'Alameda, dans le moment même du passage des troupes. Segura, plein de résolution ou plutôt de désespoir, et avec un courage extraordinaire, répéta son nom et blessa un autre officier d'un coup de pistolet. Plusieurs individus tombèrent alors sur lui et le tuèrent à coups de pistolets et de poignards. Son cadavre fut recueilli immédiatement par son beau-frère, D. Angel Gonzalez et par D. Jesus Dueñas, qui le transportèrent à l'église de San Francisco.

Ajoutons quelques lignes.

Si la révolution fût entrée à Mexico en donnant à ses ennemis un embrassement fraternel, si elle eût contemporisé avec tous les intérêts, approuvé et sanctionné toutes les affaires qui avaient été précisément faites pour la combattre, si, en un mot, elle se fût assise au gouvernement, douce et aimable pour tous, peut-être cela eût-il été d'une bonne politique, bien que ce qui était arrivé au gouvernement de Comonfort prouvât le contraire; mais, quoiqu'il en soit, il faut bien accorder quelque chose à la faiblesse humaine, et plus encore aux passions du moment et aux exigences d'une multitude armée et puissante qui malheureusement médite et philosophe peu.

On destitua les employés civils et militaires; on emprisonna ceux des ministres réactionnaires que l'on rencontra; les ordres réguliers furent abolis, et l'on diminua le nombre des couvents, en réunissant les religieuses dans ceux que l'on désigna; on commença à ouvrir de nouvelles rues à travers les enceintes et les murailles des couvents, et, suivant l'exemple donné peu de jours avant par les réactionnaires, on retira des églises l'argenterie et les bijoux qui y étaient restés; l'Archevêque et les Evêques furent exilés; quelques cérémonies du culte furent supprimées, et l'on enleva les cloches, qui, tant et tant de fois, avaient célébré, avec leurs langues de métal, comme dirait un poète, les victoires des armées de la réaction, et la mort et les douleurs des vaincus. Triste, bien triste est toujours le tableau de la guerre civile, quelques douces que soient les couleurs employées à le peindre!

Mais nous avons dit une vérité, c'est que le parti libéral, agissant constamment en vertu d'un programme constitutionnel, offre ses garanties à ses propres ennemis, dès le premier jour de son triomphe.

A peine exécutait-on tout ce que nous venons de détailler, et que l'on considérait comme la partie matérielle de la Réforme, que déjà, dans le congrès, avec l'indépendance qui le caractérise, le parti libéral lui-même



se récriait contre plusieurs de ces mesures; il voulait que l'on demandât des comptes aux interveneurs des couvents; il ordonnait que l'on recueillît ce qui, dans le premier désordre, s'était égaré, et il empêchait la destruction de divers édifices. La liberté de la presse prêtait son aide aux députés, et beaucoup de désordres furent corrigés.

Mais cela n'était rien. M. Pacheco a négligé de raconter au Sénat la fin tragique de M. Ocampo. Séparé du ministère, retiré dans une propriété, seul et sans défense, et sans se mêler alors à la politique, il fut enlevé un matin par un partisan espagnol et conduit à pied jusqu'à l'endroit où se trouvaient Marquez et Zuloaga, qui le firent fusiller.

Le cadavre mutilé et sanglant fut transporté à la capitale. Marquez et Zuloaga avaient, par cette acte, signé l'arrêt de mort de nous tous, qui étions dans les prisons. Le peuple, les sociétés patriotiques, comme les appelle M. Pacheco, une partie de la garnison, les exaltés du parti, demandaient une vengeance matérielle; ils voulaient sacrifier quelque chose au cadavre du ministre le plus aimé du président constitutionnel. La fureur croissait à chaque minute, et la ville courut, dans ses moments d'effervescence, plus de dangers encore que dans la nuit de Noël. Loin de fomenter cette formidable indignation, le gouvernement travailla à calmer les esprits et augmenta les gardes des prisons; le gouverneur et les chefs de la police parcoururent nuit et jour la ville, pour dissiper les groupes déjà nombreux et redoutables qui remplissaient quelques rues, et le général Zaragoza, ministre de la guerre, donna les ordres les plus formels de faire feu sur ceux qui tenteraient de forcer les prisons, où nous nous trouvions réunis, nous les inculpés du coup d'Etat de décembre, aux ministres de la réaction. On criait bien à la chambre: *Sang et vengeance*; mais d'autres libéraux répondaient: *Non, la loi, la loi*. Ces instants qui nous semblèrent, dans nos prisons, une éternité, ces instants passèrent, et la loi, la loi triompha à la fin, et les principes constitutionnels, toujours préférables à la meilleure des dictatures, sauvèrent ceux qui, pendant trois années, leur avaient fait une guerre acharnée.

Quelques mois après, beaucoup d'employés furent rétablis dans leurs fonctions; on répartit aux églises qui s'ouvraient au culte, les ornements des couvents supprimés; des maisons commencèrent à s'élever dans les rues nouvelles; la persécution qui paraissait, dans les premiers moments, déclarée au clergé, diminua graduellement; enfin, une amnistie rendit à leurs familles les prisonniers politiques et ceux qu'une crainte naturelle et juste tenait cachés. Telle est en résumé l'histoire matérielle de ce que l'on a nommé la *Réforme*.

Que, durant la guerre civile, il se soit commis des attentats et des crimes, qui en doute? Qu'il y ait eu des fautes, des erreurs, des exagérations, qui le nie? Mais il faut répéter que ces fautes, ces erreurs, ces crimes, n'ont pas été plus grands au Mexique que dans d'autres pays, en circonstances analogues, et qu'ils doivent bien moins encore être exclusivement portés au compte du parti libéral. L'homme d'état, et celui qui, sans être homme d'état, a de l'expérience, déplore certainement les maux d'une guerre civile, parcequ'ils sont toujours déplorables, mais il ne se scandalise pas, il ne s'étonne nullement que les sociétés, quelle que soit leur civilisation, passent forcément par ces voies sanglantes, qui semblent, ou, pour mieux dire, qui sont tracées par la volonté de la Providence pour le châtement des uns, pour l'expérience des autres, pour le terrible enseignement de tous. L'esprit des encyclopédistes français, les théories américaines et l'imitation de l'Espagne ont été les éléments moraux de la révolution, qui, sans parler de l'appas offert aux combattants par les biens du clergé, représentait la lutte des temps anciens et des temps modernes, l'antagonisme des idées passées avec les idées nouvelles, la destruction, en un mot, d'institutions qui avaient besoin de se purifier par les souffrances et le malheur, afin de renaître nettes et pures, simples et humbles comme la parole et l'esprit de vérité de l'Évangile. Si la Providence le permit en Espagne, elle l'a aussi permis au Mexique. Là, comme ici, les hommes n'ont été que des instruments.

Nous dirons quelques mots sur la partie arithmétique de la Réforme.

Personne ne doute que l'aliénation des biens du clergé n'eût dû produire un meilleur résultat, tel qu'une banque, un chemin de fer, et surtout l'amortissement d'une partie de la dette étrangère. Mais la véritable question est celle-ci: A-t-on pu faire cela? Nous-même, après avoir amèrement critiqué plusieurs de nos amis qui avaient une opinion contraire, nous sommes parfois tenté de croire qu'il était impossible de contenir l'impétueux torrent des exigences immédiates de la révolution triomphante.

Les hommes de gouvernement sont forcés, en Espagne comme au Mexique, de faire des concessions à la presse, à l'opinion, à la nécessité, en un mot de tendre les voiles en laissant aller le navire au gré du vent, car les courants sont impétueux et celui qui leur résiste s'expose au naufrage.

Si l'on demande au premier ministère de Zuloaga pourquoi, au lieu d'annuler la loi des biens de mainmorte, il ne l'accepta pas, en s'emparant, au bénéfice du clergé, de ce levier puissant qui se trouvait à la disposition de ses ennemis, il répondra qu'il se serait coupé la main plutôt que de faire